



GUIDE DEFENCE · 10 MIN DE LECTURE

Certifications pour les fournisseurs de l'industrie de la défense

ISO 9001, AQAP, habilitation de sécurité et contrôle des exportations : les certifications et autorisations dont ont besoin les fournisseurs de l'industrie de l'armement.

ISO 9001 comme qualification de base

La certification ISO 9001 constitue le socle indispensable de tout fournisseur souhaitant entrer dans l'industrie de la défense. Sans système de management de la qualité (SMQ) certifié, l'admission dans les panels de fournisseurs des grands groupes d'armement est pratiquement exclue. La norme exige une pensée orientée processus, une planification fondée sur les risques et une amélioration continue — des principes qui revêtent un poids particulier dans une industrie de la défense où la sécurité est critique.

- Processus documentés : tous les déroulements ayant une incidence sur la qualité doivent être décrits, mis en œuvre et démontrables
- Gestion des risques : identification et évaluation systématiques des risques dans la chaîne d'approvisionnement et la production
- Évaluation des fournisseurs : les fournisseurs propres doivent être évalués et surveillés — la chaîne ne doit pas être interrompue
- Surveillance des moyens de mesure : tous les moyens de contrôle et de mesure doivent être étalonnés et documentés de manière traçable
- Revue de direction : évaluation régulière du SMQ par la direction générale

Remarque : Délais et coûts — La mise en place d'un SMQ selon ISO 9001 prend généralement de 6 à 12 mois pour une entreprise de taille intermédiaire. Les coûts de certification se situent entre 5 000 et 15 000 euros, selon la taille de l'entreprise et l'organisme de certification. Les audits de surveillance annuels coûtent environ 3 000 à 6 000 euros. L'investissement s'amortit rapidement grâce à l'accès aux marchés de l'industrie de la défense.

AQAP — les standards qualité de l'OTAN

Les Allied Quality Assurance Publications (AQAP) sont les standards qualité propres à l'OTAN, qui vont au-delà de l'ISO 9001. Leur respect est surveillé par les services nationaux de contrôle qualité — en Allemagne par les Bundeswehr-Güteprüfstellen (GüPrSt) du BAAINBw. La conformité AQAP n'est pas une certification distincte : elle est exigée dans le cadre de l'attribution du marché et vérifiée par les GüPrSt.

•

AQAP 2110 : exigences d'assurance qualité pour la conception, le développement et la production — le niveau le plus complet

- AQAP 2120 : exigences d'assurance qualité pour la production — lorsque la conception n'est pas sous votre responsabilité
- AQAP 2130 : exigences d'assurance qualité pour le contrôle et l'inspection finale — exigence minimale
- AQAP 2310 : exigences de l'OTAN en matière d'assurance qualité pour le développement logiciel
- Government Quality Assurance (GQA) : contrôle qualité étatique par le service de contrôle qualité — le donneur d'ordre dispose d'un droit d'accès à l'entreprise

Remarque : En pratique : la collaboration avec le service de contrôle qualité — Le service de contrôle qualité (GüPrSt) n'est pas un adversaire, mais un partenaire. Pour les marchés comportant une exigence AQAP, la GüPrSt compétente prend contact avec le fournisseur et convient d'un audit. Préparez-vous en complétant votre documentation ISO 9001 par les exigences spécifiques aux AQAP : gestion de configuration, contrôle du premier article (FAI selon AS9102) et protocoles de contrôle étendus.

Habilitation de sécurité et contrôle de sécurité

Tous les marchés de défense n'exigent pas une habilitation de sécurité — mais beaucoup l'exigent. Dès qu'un fournisseur accède à des informations classifiées (Verschlussachen, VS), il doit participer à la procédure d'habilitation de sécurité. Le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie (BMWE, BMWK jusqu'en 2025) est compétent pour la protection du secret dans l'économie. Le contrôle de sécurité porte aussi bien sur l'entreprise que sur chaque collaborateur concerné.

- VS-NfD (« Nur für den Dienstgebrauch », diffusion restreinte) : niveau le plus bas, exige une décision d'habilitation et une instruction VS interne à l'entreprise
- VS-Vertraulich (confidentiel) : exige un contrôle de sécurité Ü1 des collaborateurs concernés
- VS-Geheim (secret) : exige un contrôle de sécurité étendu Ü2, incluant l'audition de l'entourage
- Classifications OTAN : NATO RESTRICTED, NATO CONFIDENTIAL, NATO SECRET — exigent un accord de sécurité OTAN complémentaire
- Facility Security Clearance : l'entreprise elle-même doit obtenir une décision de sécurité du BMWE

Remarque : Le facteur temps de la procédure d'habilitation — Une première procédure d'habilitation de sécurité dure de 6 à 18 mois. Le contrôle de sécurité d'un collaborateur (Ü1) prend de 3 à 6 mois, un Ü2 peut demander de 6 à 12 mois. Intégrez ce délai dans votre prospection commerciale : un marché exigeant une habilitation ne peut pas être accepté à court terme si la procédure n'a pas encore été menée à son terme.

Contrôle des exportations et double usage

Même en tant que fournisseur de composants ou de matériaux, on peut être concerné par le contrôle des exportations. La loi allemande sur le commerce extérieur (AWG), le règlement d'application correspondant (AWV) et la loi sur le contrôle des armes de guerre (KrWaffKontrG) constituent le cadre national. Au niveau européen, le règlement sur les biens à double usage (UE) 2021/821 régit l'exportation de biens à double usage. Les fournisseurs doivent vérifier si leurs produits figurent sur les listes ou s'ils sont soumis à une restriction d'exportation au sein du produit final du client.

- Liste d'exportation allemande (annexe AL de l'AWV) : liste nationale des biens soumis à autorisation — elle inclut également des matériaux haute température et des céramiques
- Liste UE des biens à double usage (annexe I du règlement 2021/821) : liste de biens harmonisée à l'échelle européenne, assortie de seuils techniques
- Liste des armes de guerre (annexe du KrWaffKontrG) : armes de guerre et leurs composants essentiels — niveau d'autorisation le plus élevé
- Clause catch-all : des biens non listés peuvent également être soumis à autorisation lorsque l'utilisateur ou

l'usage prévu est critique

- Internal Compliance Programme (ICP) : organisation interne à l'entreprise pour le respect des règles de contrôle des exportations

Remarque : Exemple pratique : les matériaux réfractaires face au contrôle des exportations — Certaines céramiques à haute performance, certains composites à fibres de carbone et certaines qualités de graphite figurent sur la liste UE des biens à double usage. Exemple : les céramiques composites fibreuses ayant une température d'emploi supérieure à 1 600 °C et une densité inférieure à 2,0 g/cm³ sont soumises à autorisation sous le numéro de liste 1C007. Vérifiez votre gamme de produits au regard des seuils techniques — en cas de doute, le BAFA (Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle, office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations) vous conseille.

Documentation et obligations de preuve

Les exigences de documentation dans l'industrie de la défense vont bien au-delà des usages de l'industrie civile. Chaque matériau, chaque lot et chaque étape de procédé doit être documenté sans lacune et rester traçable pendant toute la durée de vie du produit final — souvent 30 à 50 ans pour les systèmes d'armes.

- Certificats de contrôle en usine selon DIN EN 10204 type 3.1 ou 3.2 : composition du matériau, caractéristiques mécaniques, résultats d'essais
- Rapport de contrôle du premier article (EMPB) selon AS9102 / VDA : mesure et documentation complètes de la première pièce produite
- Suivi des lots : du fournisseur de matières premières jusqu'au lieu d'installation dans le produit final — aucune lacune admise
- Gestion des écarts : tout écart par rapport à la spécification doit être documenté, évalué et validé par le donneur d'ordre
- Durées de conservation : au minimum 10 ans, souvent toute la durée d'utilisation pour les systèmes d'armes (plus de 30 ans)

Normes et réglementations

ISO 9001:2015

Système de management de la qualité — exigences (Certification de base, exigence minimale pour tous les fournisseurs de la défense)

AQAP 2110

NATO QA Requirements for Design, Development and Production (Obligatoire pour les marchés directs de la Bundeswehr ou de partenaires de l'OTAN)

AQAP 2120

NATO QA Requirements for Production (Pour les entreprises de pure production, sans responsabilité de conception)

AS9100D

SMQ pour l'industrie aéronautique, spatiale et de défense (Pertinent en cas de fourniture au secteur aéronautique et spatial)

SÜG

Sicherheitsüberprüfungsgesetz (loi allemande sur les contrôles de sécurité) (Base juridique des contrôles Ü1/Ü2 des collaborateurs)

AWG/AWV

Außenwirtschaftsgesetz et règlement d'application (droit allemand du commerce extérieur) (Base juridique nationale du contrôle des exportations)

Questions fréquentes

En tant que petit fournisseur, ai-je vraiment besoin d'une certification AQAP ?

AQAP n'est pas une certification formelle, mais une exigence fixée dans le contrat. Vous avez besoin d'un SMQ certifié ISO 9001 comme base et devez satisfaire aux exigences complémentaires propres aux AQAP. Le service de contrôle qualité vérifie la conformité dans le cadre du marché. Pour débiter comme fournisseur de rang 3, ISO 9001 suffit souvent — les exigences AQAP se construisent ensuite progressivement.

Combien de temps faut-il pour obtenir toutes les certifications ?

ISO 9001 : 6 à 12 mois. Procédure d'habilitation de sécurité : 6 à 18 mois. Contrôle de sécurité des collaborateurs : 3 à 12 mois. Au total, prévoyez de 12 à 24 mois pour construire entièrement votre qualification de fournisseur. Commencez par l'ISO 9001 et lancez la procédure d'habilitation en parallèle.

Combien coûte la mise en place de la structure de conformité ?

Les coûts varient selon la situation initiale. Pour une entreprise de taille intermédiaire de 50 à 100 collaborateurs : introduction et certification ISO 9001, env. 15 000 à 30 000 euros. Aménagement pour la protection du secret (zone de sécurité, gestion documentaire) : 10 000 à 50 000 euros. Conseil en contrôle des exportations et mise en place d'un ICP : 5 000 à 20 000 euros. Coûts récurrents des audits et formations : 10 000 à 20 000 euros par an.

Parlons de votre projet

Réponse sous 24 heures les jours ouvrés.

info@sbs-rs.de

+49 89 541 860 200 Lire en ligne : www.sbs-rs.de/defense-industrie/ratgeber/zertifizierungen-defense-zulieferer